

Sens public

Sens
[public]

Gouverner la France à l'ère de la guerre froide 2.0

Jean-Yves Heurtebise

2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1062870ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1062870ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Heurtebise, J.-Y. (2012). Gouverner la France à l'ère de la guerre froide 2.0. *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1062870ar>

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International
(CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2012



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

Gouverner la France à l'ère de la guerre froide 2.0

JEAN-YVES HEURTEBISE

Gouverner la France à l'ère de la guerre froide 2.0

Jean-Yves Heurtebise

Real Real Politik

Le problème géopolitique majeur auquel chaque nation doit faire face est de savoir quelles alliances stratégiques nouer dans un monde en pleine guerre économique.

La guerre économique mondiale signe l'émergence de ce qu'on pourrait nommer la *Real Real Politik* : le redoublement du terme Real dans l'expression « *Real Politik* » signifie son extension à l'ensemble des acteurs nationaux sans distinction. Une telle extension est permise par l'essor des économies émergentes (Brésil, Russie, Inde Chine, Afrique du Sud : les fameux BRICS ou, en

Contact : redaction@sens-public.org

français, BRICA) qui revendiquent un pouvoir géopolitique nouveau au niveau mondial du fait à la fois de leurs dimensions territoriales, de leur capacités démographiques et de leur réserves en ressources énergétiques essentielles (gaz et pétrole en Russie ; terres rares en Chine ; eau, bois et pétrole au Brésil ; métaux divers et précieux en Afrique du Sud).

Ce qui définit cette *Real Real Politik*, c'est qu'aucune alliance n'est sacrée : la défense de la souveraineté nationale, c'est-à-dire en premier lieu de la sécurité énergétique (de l'exploitation nationale des ressources mondiales), prime sur toute tentative de conciliation et réunion.

La première victime de cette *Real Real Politik* est le cycle de Doha de l'OMC, suspendu depuis 2006 du fait de l'impossibilité de parvenir à un accord global sur la question vitale, du fait de ses effets possibles sur la sécurité alimentaire, de la libéralisation de l'agriculture.

Autre victime collatérale, l'Union Européenne et l'Eurozone : la crise européenne aujourd'hui, outre son aspect économique, témoigne d'une difficulté croissante des différents acteurs à imaginer un destin commun malgré les atouts décisifs de l'Europe en termes de marché commun, de normes socio-environnementales et de diversité culturelle. Au Royaume Uni, la défense de la City prime sur la vision communautaire et favorise un dumping fiscal assumé ; en Allemagne, le partenariat énergétique avec la Russie ralentit la coopération militaire européenne et induit le pays à pencher vers l'Est, hors Europe (comme on le sait l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder préside une partie des activités de la société russe Gazprom – reconversion qui ne fut guère goûtée par certaines partenaires de l'Union, notamment la Pologne¹).

La solution politique à la crise européenne, ce qu'on appelle le saut fédéral, illustre également, quoique de façon indirecte et encore incomplète, une autre caractéristique du « *New, New World Order*² » : la constitution du sub-impérialisme comme nouvel avatar géopolitique.

Subimpérialisme et « New, New World Order »

La guerre économique mondiale, c'est une course à l'armement énergétique. Penser la géopolitique aujourd'hui sans prendre en compte la dimension énergétique, c'est en rester au niveau des représentations, à une forme diplomatique du discours politique qui empêche de saisir que les relations internationales n'impliquent pas simplement des hommes et des lois mais aussi des techniques et des ressources. Il est notoire qu'on ne peut analyser le problème israélo-palestinien sans référence à la situation de stress hydraulique du Proche-Orient³. De même on ne peut comprendre les rapports entre Chypre et la Turquie⁴, ou entre la Grèce et ses débiteurs⁵, si

¹ Voir sur *Le Monde*, « Gazprom : la reconversion de M. Schröder scandalise la Pologne » : http://www.lemonde.fr/europe/article/2005/12/13/gazprom-la-reconversion-de-m-schroder-scandalise-la-pologne_720587_3214.html

² L'expression « Nouveau nouvel ordre mondial » vise à décrire la situation, depuis 1991, c'est-à-dire après le « New World Order » décrété par le Georges H. W. Bush, du regain de multilatéralisme en réaction à l'unilatéralisme de Washington depuis la fin de la guerre froide.

Voir sur *Foreign Affairs*, « The New New World Order » :

<http://www.foreignaffairs.com/articles/62445/daniel-w-drezner/the-new-new-world-order>

³ Voir sur *Arte TV*, « Israël : l'eau au cœur du conflit » : <http://www.arte.tv/fr/2460308,CmC=2480748.html>

⁴ Voir sur *l'Express* : « Chypre compte sur le gaz pour éviter un plan d'austérité à la grecque » :

on omet de prendre compte l'enjeu nouveau de l'exploitation des réserves gazières de la Méditerranée.

Un des éléments clefs du « *New, New World Order* » émergeant comme conséquence de la *Real Real Politik* est la constitution de « sub-empires ». Par formation sub-impériale, il faut entendre la formation d'un Empire limité à un sous-continent dont le destin régional est défini par une puissance locale : cette puissance locale se conduit vis-à-vis des populations de son propre territoire d'abord mais aussi envers les pays compris dans son ensemble sous-continentale de façon impérialiste, c'est-à-dire les considère comme réservoirs de matières premières, en droit à sa disposition⁶.

La formation sub-impériale est la triple conséquence de la difficulté à nouer des alliances, de l'échec des négociations multinationales et de la guerre économique pour l'exploitation des ressources dans un monde en proie à une crise environnementale globale. Elle est également consubstantielle de l'émergence des BRICA, c'est-à-dire, pour certains d'eux de la réappropriation de la souveraineté politique et économique après des années de colonisation.

Ainsi, la puissance nouvelle du Brésil ne se comprend pas simplement en termes de développement économique national mais en termes d'apparition d'une puissance sud-américaine qui fait place à l'impérialisme « états-unien » des années Pinochet et de l'opération Condor. La même chose peut se dire de la Chine : la nouvelle formation sub-impériale chinoise vise l'hégémonie sur les puissances riveraines de la mer de Chine méridionale et orientale (à savoir du Japon au Vietnam en passant par Taiwan, les Philippines et la Malaisie – c'est-à-dire en gros la zone Asean) – la multiplication des altercations entre les pêcheurs chinois et les autorités des pays limitrophes atteste de cette politique sub-impériale qui vise à s'approprier les réserves halieutiques des deux mers de Chine. L'Inde entre également dans ce cas de figure : bloquée à l'ouest par l'alliance entre la Chine et le Pakistan, sa formation sub-impériale vise à atteindre une position

http://www.lexpress.fr/actualites/1/economie/chypre-compte-sur-le-gaz-pour-eviter-un-plan-d-austerite-a-la-grecque_1083592.html

Voir sur *le Monde* : Pour résorber sa dette Chypre se tourne vers la Russie :

http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/06/22/pour-resorber-sa-dette-chypre-se-tourne-vers-la-russie_1723221_3214.html

⁵ Le site officiel "*Invest in Greece*" donne des renseignements précis au sujet du potentiel énergétique du pays qui en fait une cible privilégiée pour les attaques spéculatives : « La situation géo-économique et stratégique de la Grèce située entre les producteurs énergétiques du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de la Mer Caspienne, ainsi que sur la route maritime de la Mer Égée et de la Méditerranée orientale, fait de ce pays le carrefour en pleine croissance réunissant l'Est et l'Ouest. La Grèce a initié d'énormes projets dans le domaine pétrolier, des gaz, et des sources d'énergies alternatives qui placent le pays littéralement au cœur de l'axe énergétique Sud-Est-européen. Trois projets décisifs posent les bases d'un approvisionnement énergétique diversifié, compétitif et sécurisé : L'oléoduc Burgas-Alexandroupolis, l'interconnexion Turquie-Grèce-Italie (ITGI) et le gazoduc naturel de South Stream. Grâce à ces projets de transformation, la Grèce apparaît comme une route émergente du gaz et du pétrole, pour l'approvisionnement des marchés de l'Europe occidentale et du Sud-Est ainsi que de ceux aussi lointains que l'Amérique du Nord. »

Voir en ligne : <http://www.investingreece.gov.gr/default.asp?pid=36§orID=38&la=4>

⁶ Matthew Flynn, "Between Subimperialism and Globalization. A Case Study in the Internationalization of Brazilian Capital, *Latin American Perspectives*, 2007 34 (6): 9-27; Timothy M. Shaw, "The semiperiphery in Africa and Latin America: Subimperialism and semiindustrialism", *The Review of Black Political Economy*, 1979, 9 (4): 341-358.

hégémonique dans l'Océan Indien autour d'un arc large allant de Madagascar à l'Indonésie ; en outre, l'ouverture de la Birmanie peut être l'occasion d'étendre son influence à l'est. C'est tout à fait clair aussi pour la Russie : Vladimir Poutine n'a eu de cesse de déplorer la dislocation de l'URSS ; la constitution d'un empire régional russe prend forme déjà avec l'établissement de la Communauté économique eurasiatique regroupant Biélorussie, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizistan, avec l'Arménie, l'Ukraine et la Moldavie comme États observateurs, et la possibilité d'un marché commun avec la Syrie.

Dans ce nouveau système d'empires subcontinentaux, la position de l'Europe et des États-Unis est un peu à part. En Europe, on assiste à une guerre d'hégémonie larvée entre les trois grandes puissances : la difficulté à résoudre l'équation entre la puissance financière du Royaume-Uni, la puissance industrielle de l'Allemagne et la puissance militaire et géopolitique de la France (en particulier à travers sa large Zone Économique Exclusive en Afrique, la deuxième du monde) bloque toute évolution communautaire. D'autre part, les États-Unis restent la seule puissance dont l'imperium dépasse le cadre sous-continentale. S'il est vrai que l'extension de l'imperium états-unien dans les Amériques s'arrête à l'Équateur de Rafael Correa, il pèse toujours sur l'Amérique Centrale et notamment sur le Mexique, annexe territoriale des États-Unis pour la production de drogue dont ils sont les premiers consommateurs au monde (au prix de la sécurité publique du pays proto-suzerain). Par contre, la volonté de déploiement d'un bouclier anti-missile en Europe de même que le renforcement de la présence militaire dans le Pacifique du Japon au Vietnam attestent de l'extension globale du (sub)-impérialisme états-unien.

De ce point de vue enfin, il convient de noter que les zones de conflits et de lutte aujourd'hui sont précisément celles pour lesquelles une telle formation sub-impériale reste à définir et/ou dont la formation semble improbable : d'abord, le Proche-Orient du fait à la fois du conflit Israël/Palestine et de la divergence confessionnelle entre chiites (Iran) et sunnites (Arabie Saoudite) qui a gangrené totalement la Syrie ; ensuite, l'Afrique du Nord-Ouest et du Centre-Est avec les problèmes posés par la piraterie en Éthiopie, la guerre entre le Soudan et le Soudan du Sud, le « terrorisme fondamentaliste » dont la chute de Kadhafi a entraîné la dissémination du Yémen au Mali.

Guerre Froide 2.0

L'équilibre géopolitique est défini par le fait que chaque puissance reconnaît le périmètre d'exercice de la puissance de l'autre. L'équilibre géopolitique du « New, New World Order » est donc défini par les rapports de force nouveaux se dessinant entre formations sub-impériales brésilienne, chinoise, indienne, russe, sud-africaine, européenne et américaine. Par exemple, la tentative (avortée ?) de « G2 » entre la Chine et les États-Unis s'explique par la volonté d'instaurer un partage du pouvoir, bien décrit par Susan Shirk : "*Some optimistic Chinese think that someday the relationship between the United States and China could become as close as the alliance of the United States and Great Britain: China would lead Asia and the United States would lead the world*"⁷.

⁷ Susan Shirk, *China: fragile superpower* (Oxford: Oxford University Press, 2007), 269.

Plus exactement, la Guerre Froide 2.0 se marque par la volonté des autres puissances ou du moins des puissances brésilienne, chinoise, indienne, russe, et sud-africaine à l'exception de l'euro-péenne (dont la faiblesse stratégique fait une cible idéale), de circonscrire le pouvoir états-unien dans une dimension non plus globale mais sous-continentale. Paradoxalement, la multiplication des puissances régionales est plus dangereuse pour les États-Unis que l'apparition d'un autre candidat à l'hégémonie face auquel les États-Unis pourront toujours maintenir leur prétention de « gendarme » universel.

Mais cet équilibre géopolitique nouveau implique aussi l'apparition de tensions régionales à l'intérieur de chacun de ses ensembles subcontinentaux : tensions entre l'Argentine et le Brésil ; tensions entre la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ; tensions entre les États-Unis et le Mexique ; entre l'Inde et le Bangladesh ; entre la Chine et le Vietnam, etc. De ce point de vue, la nationalisation de la compagnie pétrolière espagnole Repsol en Argentine est moins le signe d'une attaque contre l'économie européenne qu'une manière de ne pas perdre pied face au géant brésilien Petrobras.

Si le rapport entre la puissance régionale et ses États suzerains se pose en termes de domination, le rapport entre puissances sub-impériales passe par des stratégies d'alliance. C'est à travers ses alliances que se dessine le cadre d'une guerre froide d'un type nouveau où l'idéologie de la lutte entre communisme et capitalisme fait place à la prophétie auto-réalisatrice du conflit des civilisations « occidentales » et « asiatiques ». Deux grandes alliances semi-impériales structurent les contours géopolitiques de cette Guerre Froide 2.0 : à l'OTAN et l'OCDE côté « occidental », s'oppose, du côté « oriental », l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) créé en 2001 et réunissant la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, ainsi que, comme États observateurs, l'Afghanistan, l'Inde, l'Iran, la Mongolie, le Pakistan.

Pourquoi le terme de Guerre Froide 2.0 ? Parce qu'à la différence de la première Guerre Froide, la Guerre Froide 2.0 rend, grâce à internet, publique ces instruments de propagande : *Wall Street Journal* et *Financial Times* du côté de l'OTAN, *Russia Today*⁸ et *People's Daily*⁹ du côté de l'Organisation de Shanghai. Plus récemment encore, mettant à l'évidence cette guerre de l'information, à l'émission en anglais de la chaîne chinoise officielle d'information (CCTV)¹⁰ répond la parution du *New York Times* en mandarin¹¹. Pour tout événement (11 septembre, Guerre en Tchétchénie ou Tiān'ānmén), il existe désormais au moins deux versions contradictoires. C'est ce nouvel état de chose qui amenait Hillary Clinton à dire que les États-Unis étaient en train de « perdre la guerre de l'information »¹². Si l'on peut parler de Guerre Froide 2.0, c'est parce que les deux versions des faits ne correspondent pas simplement aux opinions de deux blocs opposés, étanches l'un à l'autre, mais se retrouvent à l'intérieur de chaque zone. L'ouverture d'un espace de commentaire, propre au web 2.0, permet la coexistence d'articles « made in OTAN » et de

⁸ Voir sur *Russia Today* : <http://rt.com/>

⁹ Voir sur *People Daily Online* : <http://english.peopledaily.com.cn/>

¹⁰ Voir sur *CNTV News* : <http://english.cntv.cn/01/index.shtml>

¹¹ Voir sur *Chinese New York Times* : <http://cn.nytimes.com/zh-hk/>

¹² Voir sur *YouTube* : "Hillary Clinton: 'US losing information war to alternative media'" : <http://www.youtube.com/watch?v=LyjnEm8DZkI>

commentaires « made in China/Russia/Iran » (et inversement, quoique l'expression d'un discours alternatif soit alors bien plus filtrée). Par exemple, un article sur la condamnation internationale de la violente répression en Syrie ne manquera pas de susciter, au vu du silence relatif entourant, au contraire, la répression en cours au Bahreïn¹³, des commentaires rappelant la phrase (supposée) de Roosevelt à propos de celui qui fut président du Nicaragua de 1936 à 1956 : "*Somoza may be a son of a bitch, but he's our son of a bitch*". Une autre différence avec la Guerre Froide 1.0 est que, alors que durant l'apogée de la Guerre Froide 1.0, on pensait que si l'une des deux versions était vraie, l'autre version devait être nécessairement fausse (« idéologie capitaliste » ou bien « propagande communiste » selon où l'on se plaçait), ce qui définit la nouveauté de la Guerre Froide 2.0, c'est qu'il n'est plus nécessaire de penser a priori qu'une des deux versions est vraie : on sait aujourd'hui qu'il est possible que les deux versions soient inexactes, quoique, bien entendu, pour des raisons différentes et à des niveaux divers.

Au niveau géopolitique, cette Guerre Froide 2.0 semble en être encore à un stade embryonnaire. Son développement va dépendre de la capacité de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à évoluer de son statut actuel d'anti-OCDE informel à un statut d'anti-OTAN formel, c'est-à-dire de sa capacité à acquérir les moyens militaires de sa puissance économique afin de pouvoir contrôler à terme toute la moitié Est de l'Eurasie (de la Turquie à la Chine). Une des manifestations de la formation d'une puissance Eurasiatique basée sur l'OCS pourrait se jouer dans la répartition des rôles entre Chine et Russie, et accessoirement Inde, après le retrait d'Afghanistan de l'OTAN en 2014. Plus encore, à bien des égards, la guerre civile syrienne en cours est le premier conflit de l'ère de la Guerre Froide 2.0 – dont les prolégomènes peuvent être situés dans le bombardement de l'ambassade de Chine par l'OTAN durant la guerre du Kosovo en 1991. Celle-ci courrait déjà en filigrane dans l'épisode de la partition du Sud Soudan et la guerre de Lybie. Le double veto de la Chine et de la Russie en octobre 2011 et février 2012 contre un projet de résolution à l'ONU sur la Syrie révèle une convergence qui marque la fin de la rupture sino-soviétique consécutive à la déstalinisation. Bien entendu, comme nous le disions, la Chine et la Russie restent des formations sub-impériales aux objectifs divergents. Toutefois, dans le système des alliances géopolitiques, rien n'oblige à ce que tous les membres soient amis ou partagent les mêmes vues ; il suffit simplement qu'ils aient un ennemi commun. Or, que ce soit la Chine dans le Pacifique ou la Russie en Arctique, les États-Unis restent bien la première puissance de "containment" du système nord-atlantique bloquant l'expansion de leur zone d'influence.

France : entre humilité politique et choix stratégiques

Quelle peut donc être la place de la France au sein de ce New, New World Order et dans le contexte de la Real Real Politik propre à la « Guerre Froide 2.0 » ?

¹³ Voir sur *Rfi*, « Le printemps oublié de Bahreïn au point mort » : <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120612-le-printemps-oublie-bahrein-point-mort>

Voir sur *Premières Lignes Télévision*, « Bahreïn : le pays interdit » : http://www.pltv.fr/ficheFilm.php?titre=Bahre%C3%AFn%20:%20le%20pays%20interdit&id_film=20120421a

Au niveau mondial, la France va sans doute chercher à multiplier les partenariats avec les puissances régionales : Brésil, Inde, Russie et Chine. Mais plus encore, son intérêt stratégique en tant que puissance moyenne pourrait être de se rapprocher des puissances moyennes qui subissent une domination régionale au sein des nouvelles formations sub-impériales : l'Argentine plutôt que le Brésil, le Bangladesh plutôt que l'Inde, la Mongolie et la Corée du Sud plutôt que la Chine, etc. Or la véritable difficulté pour la France à tirer son épingle du jeu mondial, basé sur la guerre économique totale pour la souveraineté énergétique et alimentaire, pourrait être d'abord de nature psychologique. Contrairement à l'adage de De Gaulle selon lequel « la France ne peut être la France sans la grandeur », une forme d'humilité pourrait être aujourd'hui salutaire puisque, comme le disait Brzezinski : « *[despite] the conviction of the French elite that France, indeed, still has a global role to play [...] France is no more and no less than a middle-rank European power* ». ¹⁴ Si la France est bien une puissance « normale », comme l'indique son chef de l'État, plutôt que prétendre à la grandeur sans en avoir plus les moyens, la voie moyenne de la France, adéquate à sa puissance réelle, serait d'être un résonateur d'alternatives. Mais imprimer sa marque dans le développement de l'économie de la connaissance et favoriser l'innovation en écologie cognitive suppose une souplesse, une ouverture et une capacité de se remettre en question qui s'accorde difficilement avec l'autosatisfaction des élites.

Renoncer à la grandeur pour la France impliquerait en outre d'accepter que sa survie passe par une perte de souveraineté, notamment sur le plan militaire, conséquente à son intégration dans un ensemble plus vaste : UE et OTAN. La crise européenne ajoute cependant une couche de complexité aux enjeux géopolitiques. Ainsi les réticences de l'Allemagne à s'impliquer davantage dans la crise sont aussi de nature géopolitiques : pas question d'absorber les dettes de la Grèce si l'Europe n'est pas unie politiquement, car cela signifierait renforcer l'influence de l'OTAN sur celle-ci et s'aliéner la Russie. Il ne faut pas oublier que, de l'opinion même de Lord Ismay, le premier Secrétaire Général de l'OTAN, la fonction de l'Organisation était non pas simplement de lutter contre l'Union Soviétique en tant que bloc idéologique, mais de façon plus complexe « *to keep the Russians out, the Americans in, and the Germans down* » ¹⁵. Si l'Europe s'est *de facto* constituée sous le couvert militaire de l'OTAN, la croissance économique de l'Allemagne a toujours été subordonnée à l'Organisation, de sorte qu'elle n'a jamais pu réclamer une part du leadership européen à la hauteur de sa puissance réelle. Inversement, la puissance économique de l'Allemagne a pu susciter en France la crainte d'une défense européenne contrôlée par celle-ci et peser dans sa décision de réintégrer l'OTAN. Cela pourrait compromettre toutefois la construction commune dans le domaine de la Défense. Or sans Europe de la Défense et sortie subséquente de l'ensemble des pays européens de l'OTAN, aucun pays européen n'a de souveraineté politique totale – comme le montre l'exemple des opérations de la CIA sur le sol italien et des prisons secrètes ouvertes en Europe centrale.

¹⁴ Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, Basic Books, 1997, p. 63.

¹⁵ David Reynolds, *The Origins of the Cold War in Europe: International Perspectives*, Yale University Press, 1994, p. 13.

Enfin, gouverner la France à l'ère de la Guerre Froide 2.0, pourrait impliquer de devoir choisir entre deux types d'Europe : soit, dans un partenariat stratégique avec l'Allemagne, une Europe qui s'affirme comme ensemble sous-impérial promouvant un nouveau nouvel ordre mondial sans hégémon ; soit, dans un partenariat stratégique avec l'Angleterre, une Europe qui sert de bouclier continental contre la Russie au moment où les Etats-Unis se déploient dans le Pacifique contre la Chine, dans une configuration OTAN *versus* OCS